



CHAPITRE 166

CHAPTER 166

Loi concernant L'Hôtel-Dieu de Québec

An Act respecting L'Hôtel-Dieu de Québec

[Sanctionnée le 19 janvier 1961]

[Assented to 19th January 1961]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec a, par sa pétition, représenté:

Que, par sa charte de Louis XIII, roi de France et de Navarre, émise en avril 1639, les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec ont été dûment confirmées dans leur établissement et dûment constituées en corps de communauté, avec siège social à Québec;

Qu'au moment de la cession du Canada, ladite corporation existait encore et que, depuis, elle a été continuée et dûment reconnue par autorité compétente;

Que ladite Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, comme son nom l'indique, a été établie pour donner des soins aux malades dans les hôpitaux;

Que, depuis sa fondation, ladite Communauté a toujours ainsi continué à recevoir des malades dans son établissement, connu sous le nom de l'Hôtel-Dieu de Québec, et qu'il importe de bien définir ses pouvoirs relatifs au bon fonctionnement de son établissement comme hôpital;

Que, par la loi de Québec, 40 Victoria, chapitre 60, il a été statué qu'il serait loisible à la supérieure, à l'assistante et aux autres religieuses professes formant le conseil de ladite communauté, et à leurs successeurs en office, d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers pour l'usage de "La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec", comme aussi d'en acquérir, posséder et

WHEREAS La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec has, by its petition, represented:

That, by charter of Louis XIII, King of France and Navarre, issued in April 1639, the Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec were duly confirmed in their establishment and duly constituted a community corporation with its corporate seat in Québec;

That at the time of the cession of Canada, the said corporation was still in existence and it has since been continued and duly recognized by competent authority;

That the said Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, as its name indicates, was established to care for the sick in hospitals;

That since its foundation, the said community has always continued so to receive patients in its establishment, known by the name of the Hôtel-Dieu de Québec, and it is expedient to define clearly its powers respecting the proper administration of its establishment as a hospital;

That by the act 40 Victoria, chapter 60, it was enacted that it would be lawful for the superior, the assistant and other professed nuns composing the council of the said community, and their successors in office, to acquire and possess moveable and immoveable property for the use of La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, as well as to acquire, possess and administer property

Preamble.

administrer pour l'usage des pauvres dudit Hôtel-Dieu, sous le même nom corporatif et aussi de vendre et aliéner lesdits biens, tant ceux qu'elle possédait alors que ceux qu'elle pourrait posséder à l'avenir, le tout conformément aux dispositions de ladite loi;

Que ladite loi 40 Victoria, chapitre 60 (1876), a été amendée par la loi 9 George VI, chapitre 100, sanctionnée le 20 avril 1945 de manière à lui donner le pouvoir de contracter des emprunts au moyen d'émissions d'obligations, et de mieux préciser son pouvoir général d'emprunt;

Qu'il y a lieu maintenant de changer le nom de ladite corporation, de modifier quelques-uns des articles de ladite loi et de préciser quelques-uns de ses pouvoirs;

Que Son Excellence Monseigneur Maurice Roy, archevêque du diocèse de Québec, a approuvé les modifications demandées; et

Attendu que la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Nom.

1. Le nom de la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec est changé en celui de "L'Hôtel-Dieu de Québec".

1876, c.
60, a. 1,
remp.

2. L'article 1 de la loi 40 Victoria, chapitre 60, remplacé par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 100, est de nouveau remplacé par les suivants:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"1. Il sera loisible à L'Hôtel-Dieu de Québec, par son conseil composé de la révérende mère supérieure, de la révérende mère assistante et des autres religieuses professes formant ledit conseil élues ou nommées par l'autorité religieuse compétente, et à leurs successeurs en office, lesquelles sont les membres de la corporation

a) d'acquérir et recevoir par donation, legs ou autrement, sous le nom de "L'Hôtel-Dieu de Québec", et selon les

for the use of the poor of the said Hôtel-Dieu, under the same corporate name, and to sell and alienate the said property, including what it then possessed as well as what it might possess in the future, the whole in accordance with the provisions of the said act;

That the said act 40 Victoria, chapter 60 (1876), was amended by the act 9 George VI, chapter 100, assented to on the 20th of April 1945, so as to grant such corporation the power to contract loans by means of bond issues and to define more precisely its general borrowing power;

That it is now expedient to change the name of the said corporation, to amend some of the sections of the said act and to specify some of its powers;

That His Excellency Monsignor Maurice Roy, Archbishop of the diocese of Quebec, has approved the amendments requested; and

Whereas La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The name of La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec is changed to that of "L'Hôtel-Dieu de Québec".

2. Section 1 of the act 40 Victoria, chapter 60, as replaced by section 1 of the act 9 George VI, chapter 100, is again replaced by the following:

"1. It shall be lawful for L'Hôtel-Dieu de Québec, through its council composed of the reverend mother superior, the reverend mother assistant and the other professed nuns comprising the said council, elected or appointed by the competent religious authority, and their successors in office, who are the members of the corporation

a. To acquire and receive by gift, legacy or otherwise, under the name of L'Hôtel-Dieu de Québec, and in conformity

règles et règlements de ladite corporation, toutes espèces de biens mobiliers ou immobiliers, pourvu que le revenu annuel net des immeubles possédés par la corporation, ne dépasse pas cinq cent mille dollars;

b) de vendre et aliéner les dits biens mobiliers et immobiliers, tant ceux que la dite corporation possède maintenant que ceux qu'elle possédera ou pourra acquérir à l'avenir et d'acheter à la place toutes autres espèces de biens et les placer suivant les dispositions de l'article 981^o du Code civil, pourvu que le revenu annuel net des immeubles ainsi possédés, pour fins de revenu, n'excède pas la somme de cinq cent mille dollars;

c) d'ester en justice de la même manière que toute personne peut le faire;

d) généralement de faire tous les actes et d'exercer tous les droits et privilèges des corporations civiles ordinaires, et particulièrement de celles qui ont une fin spirituelle, religieuse ou morale;

e) d'échanger, aliéner, louer, hypothéquer, nantir et mettre en gage ses divers biens mobiliers et immobiliers, ou autrement en disposer;

f) de contracter, de s'obliger, d'obliger les autres envers elle et de transiger dans les limites de ses attributions;

g) de contracter, de toute manière reconnue par la loi sur le crédit de la corporation, tous les emprunts de deniers nécessaires afin d'atteindre les objets pour lesquels la corporation est constituée;

h) d'émettre des obligations ou autres titres et valeurs de la corporation, et de les vendre, échanger, nantir ou donner en garantie;

i) d'hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement engager les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garantie, pour assurer le paiement des emprunts contractés autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la corporation;

j) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents

with the rules and regulations of the said corporation, every description of moveable or immoveable property, provided that the net annual revenue of the immoveables possessed by the corporation shall not exceed five hundred thousand dollars;

b. To sell and alienate the said moveable and immoveable property, as well that which the said corporation now possesses as that which it may hereafter possess or acquire and purchase in place thereof all other descriptions of property, and invest the same in accordance with the provisions of article 981^o of the Civil Code, provided that the net annual revenue of the immoveables thus possessed, for revenue purposes, shall not exceed the sum of five hundred thousand dollars;

c. To appear before the courts in the same manner as any person;

d. Generally to perform all acts and exercise all the rights and privileges of ordinary civil corporations, and especially of those having a spiritual, religious or moral object;

e. To exchange, alienate, lease, hypothecate, mortgage and pledge all its moveable and immoveable property or otherwise dispose thereof;

f. To contract, bind itself, bind others towards it and transact within the limits of its powers;

g. To contract, in any manner recognized by law, on the credit of the corporation, all loans of money necessary to attain the purposes for which the corporation is constituted;

h. To issue bonds or other evidences of debt and securities of the corporation and to sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. To hypothecate or mortgage the immoveable property, or pledge or otherwise encumber the moveable property of the corporation, or give such various kinds of guarantees to secure the payment of loans contracted otherwise than by the issue of bonds as well as the payment or execution of other debts, contracts and obligations of the corporation;

j. Notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while at the same time retaining possession thereof, moveable and immov-

et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

k) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaire;

l) accepter tout don, tout legs et toute autre libéralité, faire des dons dans un but charitable et éducatif;

m) ériger et maintenir toute construction pour la réalisation de ses buts;

n) modifier son nom corporatif ou le lieu de son siège social, en donnant un avis écrit au secrétaire de la province et en faisant publier un avis dans la *Gazette officielle de Québec*;

o) nommer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs.

eable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act which may replace the same;

k. To invest its funds in any manner deemed suitable either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

l. To accept any gift, legacy or other liberality and make gifts for charitable and educational purposes;

m. To erect and maintain any construction for the realization of its objects;

n. To alter its corporate name or the place of its corporate seat by giving written notice thereof to the Provincial Secretary and having notice published in the *Quebec Official Gazette*;

o. To appoint officers, attorneys and administrators and define their powers.

Règle-
ments.

1a. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant

a) sa régie interne;

b) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

c) la poursuite générale de ses fins.

Approba-
tion.

Ces règlements, pour valoir, doivent être approuvés par le visiteur de la corporation.

1a. The corporation may make, amend By-laws. and repeal by-laws respecting

a. its internal management;

b. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

c. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws, to be valid, must be approved by the visitor of the corporation. Approval.

Pouvoirs
sujets à
l'autori-
sation.

1b. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer les pouvoirs suivants:

1° acquérir ou aliéner des immeubles;

2° faire de nouvelles constructions;

3° établir, acquérir, aliéner ou abandonner une œuvre ou entreprise;

4° pour exercer les droits énumérés aux paragraphes c, e, f, g, h, i, j, k, n et o de l'article 1 et les paragraphes f et h de l'article 2.

Visiteur.

Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais

1b. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise the following powers:

1. to acquire or to alienate immovables;

2. to erect new constructions;

3. to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;

4. to exercise the rights enumerated in paragraphs c, e, f, g, h, i, j, k, n and o of section 1, and paragraphs f and h of section 2.

The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and under- Visitor.

sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement des dites œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire à de telles fins."

takings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes."

1876, c.
60, s. 2,
remp.

3. L'article 2 de la loi 40 Victoria, chapitre 60, édicté par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 100, est remplacé par les suivants:

3. Section 2 of the act 40 Victoria, 1876, c. 60, s. 2, replaced. chapter 60, as enacted by section 2 of the act 9 George VI, chapter 100, is replaced by the following sections:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"2. L'Hôtel-Dieu de Québec possède et continuera de posséder tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour la gouverne et le bon fonctionnement des hôpitaux en général et, sans vouloir restreindre l'étendue de ses pouvoirs généraux, ladite corporation peut

"2. L'Hôtel-Dieu de Québec possesses and shall continue to possess all the powers necessary and useful for the government and proper functioning of hospitals in general and, without restricting the extent of its general powers, the said corporation may

a) admettre dans son établissement les personnes malades en qualité de malades indigents, sujet aux restrictions et règles qui sont ou seront fixées par les règlements de ladite corporation;

a. admit to its establishment sick persons as poor patients, subject to such restrictions and rules as are or may be fixed by the regulations of the said corporation;

b) recevoir, soigner et pensionner, moyennant rémunération ou gratuitement, les malades, infirmes, pauvres, indigents et autres, conformément aux règles qui sont ou pourront être fixées par lesdits règlements;

b. receive, care for and board, for payment or gratuitously, the sick, the infirm, the poor, the needy and others, in conformity with such rules as are or may be fixed by the said regulations;

c) favoriser les sciences chirurgicales et médicales; fonder, maintenir des établissements; développer des services hospitaliers, des laboratoires, des cliniques d'expérimentations et de recherches scientifiques, des bibliothèques, des musées, et tous autres aménagements et services nécessaires ou utiles aux dits établissements, au maintien et au perfectionnement de l'enseignement des sciences, de l'hygiène, de la technique médicale et hospitalière et de tout ce qui est nécessaire à la formation supérieure d'infirmières et de garde malades auxiliaires; pourvoir par règlement à l'administration de tous ces établissements et services et les administrer;

c. promote surgical and medical science; found and maintain establishments; develop hospital services, laboratories, experimental and scientific research clinics, libraries, museums, and any other equipment or service necessary or useful for the said establishments, for the maintenance and perfecting of the teaching of science, hygiene, hospital and medical technique, and all that is necessary for the higher training of nurses and nurses' assistants; and provide by regulation for the administration of all such establishments and services and administer the same;

d) former des infirmières et des garde malades auxiliaires et leur accorder des certificats de capacité comme telles en conformité de la loi;

d. train nurses and nurses' assistants and grant them certificates of qualification as such, in accordance with the law;

e) coopérer, de concert avec toute autre corporation, à l'établissement et au développement de tels services hospitaliers et

e. cooperate with any other corporation in the establishment and development of such hospital services and clinical,

laboratoires cliniques, d'expérimentations et de recherches scientifiques; faire de la vivisection; pratiquer la dissection et faire l'autopsie sur le cadavre, conformément, dans tous les cas, à la Loi de l'étude de l'anatomie (Statuts refondus, 1941, chapitre 265), pour renseigner les chirurgiens et médecins et pour établir la cause réelle du décès;

f) adopter, abroger ou modifier des règlements non contraires à la loi, ni incompatibles avec les dispositions de la présente loi, pour l'administration, le contrôle et la gouverne de son établissement;

g) faire des conventions avec des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et aussi avec les autorités universitaires de l'Université Laval de Québec, pour fins d'hospitalisation;

h) céder aux conditions qu'elle fixe, gratuitement ou non, à Les Chanoines Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec, corporation légalement constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 167, les biens ou partie d'iceux dont elle est propriétaire, pour les fins de la susdite corporation;

i) exercer ses pouvoirs par son conseil lequel lie la corporation; la signature des chèques et autres effets de commerce par l'économe, dûment autorisée par les règlements de la corporation, liera ladite corporation; la signature des obligations (débentures) par la supérieure et l'économe, dûment autorisées par un règlement de la corporation, liera également la corporation; le conseil pourra par résolution, déléguer ses pouvoirs à deux autres membres dudit conseil pour engager la corporation.

Dissolu-
tion ou
partage.

2a. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni être admis au partage de ses biens.

Visiteur.

2b. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

Dissolu-
tion.

2c. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par son visiteur, peut déclarer celle-ci dissoute.

experimental and scientific research laboratories; practise vivisection; practise dissection and perform autopsies on bodies in accordance, in every case, with the Study of Anatomy Act (Revised Statutes, 1941, chapter 265), for the information of surgeons and physicians and to determine the real cause of death;

f. adopt, repeal or amend regulations not contrary to law nor inconsistent with the provisions of this act, for the administration, control and government of its establishment;

g. enter into agreements with members of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec and also with the university authorities of Laval University of Quebec for hospitalization purposes;

h. cede on such conditions as it may fix, gratuitously or not, to Les Chanoines Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec, a corporation legally constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 167, the property or part of the property that it owns for the purposes of the aforesaid corporation;

i. exercise its powers through its council which shall bind the corporation; the signing of cheques or other negotiable instruments by the bursar, duly authorized by the by-laws of the corporation, shall bind the said corporation; the signing of debentures by the superior and the bursar, duly authorized by by-law of the corporation, shall also bind the corporation; the council may, by resolution, delegate its powers to two other members of the said council, to bind the corporation.

2a. No member of the corporation can demand its dissolution or be admitted to participate in the partition of its property. Dissolu-
tion, etc.

2b. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Quebec or any person appointed as visitor by him. Visitor.

2c. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor, may declare the corporation Dissolu-
tion.

Cette dissolution prend effet à compter du soixantième jour de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*. Advenant une telle dissolution, les biens de la corporation, après l'acquittement de ses dettes, sont dévolus à Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec, corporation constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 167."

dissolved. Such dissolution shall take effect from the sixtieth day following the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to Les Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec, a corporation constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 167."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.